**Patrice HIGONNET, *La gloire et l'échafaud. Vie et destin
de l'architecte de Marie-Antoinette***

Michel Biard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/12360>

DOI : 10.4000/ahrf.12360

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2012

Pagination : 205-207

ISBN : 978-2-7489-0161-0

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Michel Biard, « Patrice HIGONNET, *La gloire et l'échafaud. Vie et destin de l'architecte de Marie-Antoinette* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 368 | avril-juin 2012, mis en ligne le 24 septembre 2012, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12360> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.12360>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Patrice HIGONNET, *La gloire et l'échafaud. Vie et destin de l'architecte de Marie-Antoinette*

Michel Biard

RÉFÉRENCE

Patrice HIGONNET, *La gloire et l'échafaud. Vie et destin de l'architecte de Marie-Antoinette*, Préface de Jean-Clément Martin, Paris, Vendémiaire, 2011, 320 p., ISBN 978-2-36358-006-1, 20 €.

- 1 Moins connu que Gabriel, Soufflot ou Ledoux, Richard Mique est pourtant l'un des architectes majeurs de son temps. Cet homme, que son biographe appelle joliment le « Salieri de l'architecture », est nommé premier architecte du duché de Lorraine et anobli par Stanislas en 1761. Il a alors 33 ans. À la mort de Stanislas en 1766, il rejoint Versailles et y obtient la protection tout d'abord de la reine Marie Leszczyńska et de sa fille Madame Adélaïde, puis de la dauphine Marie-Antoinette. Après le décès de Louis XV, le soutien de la nouvelle reine devient encore plus essentiel et, en mars 1775, Mique succède à Gabriel comme premier architecte des Bâtiments du roi. « Architecte de l'intimité royale » et l'un des ordonnateurs des « plaisirs » de la reine, il conçoit alors ses œuvres les plus connues, le théâtre de Trianon (1780) et les bâtiments qui forment le « Hameau de la reine » (1783-1785). À la veille de la Révolution, sa position peut être résumée avec ces quelques lignes de Patrice Higonnet : « Sa situation à Versailles est assurée ; celle de Versailles dans la France des Lumières, moins. Marie-Antoinette se complut, certes, dans le petit paradis rupestre et versaillais qu'elle devait à son architecte. Pour les Parisiens, en revanche, le Hameau et son jardin anglo-chinois furent surtout un symbole de corruption, d'échec, de détournement de fonds, de débauche, l'irréparable insulte faite par une étrangère à la misère du peuple français ».

- 2 À ce stade de son enquête biographique et presque à mi-parcours du livre, entre Ancien Régime et Révolution, Patrice Higonnet insère soudain un chapitre qui déroute au premier abord par son statut de chapitre intermédiaire, comme si le lecteur dévorant son ouvrage devait passer par une sorte de « trou normand » (si l'on veut bien me pardonner cette facilité)... Mais qu'on se rassure, tout finit par s'éclaircir et il convient alors de saluer l'auteur pour sa remarquable habileté à faire progresser le récit tout en semblant pourtant brouiller les pistes. Ledit chapitre évoque l'étrange « odyssée » de Charles François Mougenot, sorte d'aventurier qui usurpe le nom de Mique et se prétend le frère de l'architecte, alors que celui-ci a péri à l'âge de 17 ans au cours d'un combat naval en 1745. Ce faux frère utilise notamment la réputation de Richard Mique pour faire circuler des billets de confiance signés de son nom. Les procédures judiciaires, ouvertes en 1773, aboutissent à plusieurs emprisonnements successifs de l'imposteur qui finit par être incarcéré à Bicêtre en 1784. Il meurt en captivité en 1788 et cette ténébreuse affaire aurait pu en rester là si la Révolution n'était pas venue compliquer la situation de Richard Mique. On ne sait pas grand-chose de ce que ce dernier peut alors penser et Patrice Higonnet nous propose quelques hypothèses, avec toutefois une certitude : tout serviteur de la reine qu'il soit, et à ce titre cible potentielle de la « vindicte populaire », Mique ne rejoint pas les rangs de la Contre-Révolution et n'émigre pas. Bien au contraire, il reste à Paris jusqu'à la fin de 1792, avant de gagner la Bretagne au début de l'année suivante. Or, dès 1790, les enfants de Mougenot, notamment sa fille, l'attaquent en justice, espérant ainsi récupérer une partie de l'héritage de leur prétendu grand-père. En soi, l'affaire pourrait sembler absolument inintéressante, pourtant Prudhomme s'en empare et publie dans ses *Révolutions de Paris*, en janvier 1791, une « dénonciation du sieur Mique, intendant, architecte des Bâtiments de la reine, et de ses complices ». Mique y devient « un de ces vampires de l'Ancien Régime, engraisé des dilapidations du trésor national » et « enivré de son opulence », pire un criminel qui a « assassiné son frère ». En février, Marat dénonce à son tour ce personnage peu recommandable dans *L'Ami du peuple*. Un procès de nouveau ouvert en 1792, la justice condamne Richard Mique, le 7 janvier 1793, à verser 50 000 livres aux héritiers de son prétendu frère ! Loin de s'en laisser conter et sûr de son bon droit, plusieurs fois reconnu par la justice avant 1789, il fait appel. Mal lui en prend, un tribunal confirme la sentence en avril 1793. Ce tribunal ne nie pas que son frère soit bel et bien mort en 1745, mais observe que l'architecte est responsable de l'incarcération et de la mort en prison de Mougenot... Selon Patrice Higonnet, le cas de Richard Mique peut être ici rapproché de celui d'un roi condamné parce qu'on ne peut « régner innocemment ». Quoi qu'il en soit, les jours de liberté de Richard Mique sont désormais comptés.
- 3 En octobre 1793, Georges Verquier, l'un des enfants de Mougenot, le dénonce au comité de surveillance de Saint-Cloud. Son fils, Simon Mique, est arrêté quelques jours plus tard à Versailles et ne peut cacher que Richard réside chez son gendre, en Bretagne. Dans le contexte terrible de cet automne 1793, au cours duquel la tête de Marie-Antoinette tombe sous le « rasoir national », Richard Mique est à son tour appréhendé à Saint-Malo. Faut-il pour autant accuser David, membre du Comité de sûreté générale, d'avoir juré sa perte, ainsi au passage que celle d'Hubert Robert ? L'hypothèse s'appuie davantage sur des témoignages douteux que sur des preuves concrètes, comme c'est souvent le cas pour d'autres situations du même genre (qu'il me soit ici permis de rappeler le cas de Collot d'Herbois, homme de théâtre devenu homme de pouvoir et par là-même soupçonné d'avoir voulu se venger des Comédiens-Français en les expédiant

eux aussi à la « petite fenêtre »...). Mais, en ce mois d'octobre 1793, aux côtés de Richard Mique et de son fils, c'est également son gendre qui est arrêté. Or, celui-ci n'est autre que Perruchot, maire de Saint-Malo, hier proche des girondins et depuis l'été ayant plaidé comme d'autres un « égarement » passager lors de l'épisode « fédéraliste ». Au printemps 1794, Le Carpentier, représentant du peuple en mission, ordonne le transfert de trente prisonniers de Port-Malo vers Paris. Parmi ceux-ci figure Perruchot qui y est condamné et guillotiné le 3 messidor an II. Richard Mique avait été dénoncé à cause du cas Mougenot, il est cette fois associé au cas Perruchot et cela ne pardonne guère en cet été où la loi du 22 prairial impose un rythme soutenu à Sanson et à ses aides. Le 19 messidor, Richard et Simon, amalgamés à trente-cinq autres détenus, sont à leur tour condamnés à mort et aussitôt exécutés. Le ci-devant architecte favori de la reine n'est pas condamné pour avoir servi un Ancien Régime honni, *a fortiori* pour avoir conçu le « Hameau de la reine », mais pour avoir « comploté lors de son emprisonnement ».

- 4 La Terreur, écrit Patrice Higonnet, est à ce moment devenue une sorte de « machine folle » et le simple fait de se trouver en prison suppose qu'on puisse être soupçonné d'avoir fomenté une « conspiration des prisons » : « C'est tout bonnement qu'il fallait mettre des noms sur la liste, puisque liste il y avait. Et au point où on en était, un nom en valait un autre ». Le mot « machine » est connoté depuis si longtemps dans l'historiographie de la Révolution française qu'il aurait été préférable d'en employer un autre, toutefois l'essentiel me semble surtout résider dans l'adjectif qui l'accompagne. Dans l'été de l'an II, existe-t-il une « folie » susceptible de nous aider à comprendre les logiques (pour oser ici le mot de façon paradoxale) qui président à l'établissement des listes de condamnés à mort ? N'est-ce pas plutôt une conséquence de la loi du 22 prairial, certes assortie d'un sinistre jeu du hasard qui ici retarde l'examen du cas de tel ou tel suspect, là aboutit à voir un nom ajouté à une fatale liste ? Or, la gestation puis l'adoption de la loi de prairial peuvent certes donner lieu à diverses interprétations, mais ne relèvent pas de la « folie » (de qui ? de quoi ?). Enfin, emprisonné depuis octobre 1793, répondant à un grand nombre des critères supposés à même de définir les suspects, Richard Mique avait-il une chance d'échapper au « vis-à-vis de maître Sanson » sitôt qu'il s'agissait de séparer de manière radicale le « coupable » et le citoyen à réintégrer parmi les « frères et amis » ? L'ineptie de l'histoire-fiction implique l'absence d'une réponse à cette question que je pose et qui, en soi, n'a donc pas lieu d'être posée. Pour autant, je crois que de « machine folle » il n'y a donc point. En revanche, les faits successifs ayant conduit Mique en prison puis à la mort sont passionnants en ce qu'ils mettent au jour la présence de l'imprévisible, avec ce nouveau procès de 1793 qui vient gommer les effets de ceux d'avant 1789. Imprévisible dans la mesure où Richard Mique n'a assurément pas perçu que son statut d'homme aux prises avec un vulgaire imposteur, condamné comme tel par la justice depuis plusieurs années déjà, pouvait faire naître une image noircie à l'excès et susceptible de le transformer lui-même en « coupable ». À cet égard, le jugement rendu au printemps 1793 s'avère décisif : le décès du frère de Mique reconnu, donc *de facto* l'imposture de Mougenot elle aussi reconnue, l'architecte n'en demeure pas moins un suspect potentiel. Dès lors, une fois la loi du 17 septembre votée, une dénonciation devant un comité de surveillance peut suffire à mener ce suspect droit en prison et les geôles parisiennes ne sont en rien l'endroit idéal pour sauver sa tête au cours du printemps et de l'été suivant. Nul besoin donc d'évoquer une « folie », là où la mise en application des lois contre les suspects nous permet de comprendre le dénouement fatal pour Richard Mique. Rendons grâce toutefois à Patrice Higonnet de conclure que « la Terreur ne fut ni systématique, ni tout

à fait aberrante », et qu'il n'existât alors aucun « système » (j'ajouterais volontiers ni aucune « machine ») visant à « terroriser » tout un pays. En revanche, si je le suis bien volontiers sur sa référence à un mélange rassemblant « hasard, malchance, incertitude », je ne crois pas qu'on puisse pour autant écrire : « la mort de Mique n'obéit à *aucune explication rationnelle* [souligné par moi] ». Sans quoi la « micro-storia » devient ici périlleuse, car elle réduit les destins à des singularités et minimise les effets, directs et indirects, des politiques alors mises en œuvre, mais aussi le poids du contexte dans lequel se déroule forcément tout fait singulier. Sans quoi également sera oublié le terrible cheminement des lois qui pouvait faire glisser un citoyen de la position de suspect potentiel à celui de suspect incarcéré, puis de « coupable » à éliminer.

- 5 Ces quelques remarques ne doivent surtout pas faire oublier l'essentiel : Patrice Higonnet nous offre ici une belle et solide biographie, menée de façon originale et qui permet la redécouverte d'un architecte trop oublié du « grand public ». De plus, son ouvrage se lit avec un plaisir certain et ce n'est pas là la moindre de ses qualités. À découvrir sans attendre.